



---

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

# Dossier consolidé

Proposition de loi 5185

Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
2. portant création d'un forfait d'éducation
3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Date de dépôt : 15-07-2003

## Liste des documents

<b>Date</b>	<b>Description</b>	<b>Nom du document</b>	<b>Page</b>
15-07-2003	Déposé	5185/00	<u>3</u>
14-04-2004	Prise de position du Gouvernement (14.4.2004)	5185/01	<u>8</u>
13-10-2009	Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009) 2) Liste des propositions de loi à re [...]	5185/02	<u>11</u>

5185/00

**N° 5185****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

**PROPOSITION DE LOI****ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002**

- 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension**
- 2. portant création d'un forfait d'éducation**
- 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

\* \* \*

*(Dépôt, M. Aly Jaerling: le 15.7.2003)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Exposé des motifs.....	1
2) Texte de la proposition de loi .....	2
3) Commentaire des articles .....	3

\*

**EXPOSE DES MOTIFS**

La loi du 28 juin 2002 a introduit le forfait d'éducation par un souci d'équité envers les femmes qui se sont consacrées à leur famille et qui ont consenti à de nombreux efforts au foyer.

Or, dans la pratique, force est de constater que l'application de la loi du 28 juin 2002 entraîne des inégalités entre les personnes pouvant prétendre au forfait d'éducation. A l'origine de cette inéquité sociale sont deux articles de la loi précitée:

1. L'article 5 de l'article III qui concerne les bénéficiaires d'un complément pension minimum et qui bénéficient en même temps des périodes d'éducation suivant l'article 172 du Code des assurances sociales. Dans ce cas les bénéficiaires d'un complément pension minimum voient le montant du forfait réduit à raison du complément résultant des années d'éducation.
2. L'article 6 de l'article III prévoit que le forfait d'éducation est à considérer comme revenu de remplacement, en application de la législation sur le revenu minimum garanti (RMG). Par la prise en considération du forfait d'éducation comme revenu de remplacement dans la détermination des ressources des personnes bénéficiaires du RMG, celles-ci ne profitent que très partiellement d'une augmentation de leur revenu grâce au forfait d'éducation.

Ces deux articles ont donc comme conséquence qu'en particulier les personnes les plus démunies, celles bénéficiant d'un complément pension minimum ou du revenu minimum garanti ne profiteront pas ou que partiellement du forfait d'éducation.

\*

L'application de l'article 5 de l'article III a pour conséquence de réduire partiellement ou totalement le montant du forfait d'éducation d'une personne, bénéficiant d'un complément de pension minimum. Parallèlement une personne profitant d'une pension dépassant la pension minimum ou ayant atteint la pension minimum sans complément d'éducation recevra la totalité du forfait d'éducation.

Cette proposition de loi a pour but de mettre un terme à l'injustice sociale indiquée. D'autant plus que le rapport de la Commission de la santé et de la sécurité sociale concernant le projet de loi introduisant le forfait d'éducation affirme: „(qu')en tant que tel le forfait d'éducation n'est pas à considérer comme un élément de pension, mais comme une mesure compensatoire subsidiaire en faveur des personnes ne pouvant bénéficier des baby-years.“

Suivant cette affirmation et selon l'esprit de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, il faut accorder le forfait indépendamment des pensions personnelles. Seulement deux éléments peuvent être pris en considération lors de l'accord ou refus du forfait d'éducation. D'abord la naissance ou l'adoption d'un enfant, ensuite la question si la personne concernée profite des baby-years ou non.

Le forfait d'éducation n'étant pas un élément de pension, la composition de la pension ne doit pas intervenir lors du calcul du montant du forfait. Ou bien le forfait d'éducation est accordé ou il est refusé mais la pension elle-même ne peut avoir en aucun cas une influence sur le forfait d'éducation. L'article 5 introduit, pour les personnes touchant un complément de pension, une condition supplémentaire qui s'ajoute aux conditions de la naissance/adoption d'un enfant et de l'absence de baby-years, celle de la composition de la pension du bénéficiaire. En conséquence cette loi crée une injustice sociale, injustice qui est d'autant plus flagrante qu'elle ne concerne que les personnes les plus démunies touchant une pension minima. Ainsi, ces personnes voient leur travail éducatif moins apprécié et valorisé que d'autres parents bénéficiaires du forfait, non dépendant du complément de pension minimum.

Le fait que les dispositions anticumul de la législation sociale ne s'appliquent pas au forfait d'éducation ne fait que renforcer cette inéquité sociale. Les personnes concernées par les dispositions anticumul ne voient pas le forfait d'éducation pris en considération lors du calcul de leur pension. Elles profitent donc du montant total du forfait alors que les bénéficiaires du complément de pension minimum peuvent voir le montant de leur forfait d'éducation réduit.

\*

L'article 6 entraîne une inéquité sociale semblable. Indirectement cet article introduit une limitation du montant du forfait d'éducation en fonction d'un revenu maximum à ne pas dépasser et ceci uniquement pour les personnes les plus démunies, les bénéficiaires d'un revenu minimum garanti. Ceci résulte de la prise en considération du forfait d'éducation comme revenu de remplacement dans la détermination des ressources du bénéficiaire du RMG. Cette prise en compte a comme conséquence que la personne en question ne bénéficie pas de la totalité du montant du forfait d'éducation. Or, le forfait d'éducation n'est pas un élément de pension. En conséquence, il n'a aucune raison de considérer le forfait d'éducation comme revenu de remplacement en application de la législation sur le revenu minimum garanti.

\*

## TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

**Art. 1er.**– L'article 5 de l'article III est supprimé.

**Art. 2.**– L'article 6 de l'article III est supprimé.

**Art. 3.**– La présente loi sort ses effets à partir du 1er juillet 2002.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article 1*

La suppression de l'article 5 de l'article III, qui prévoit que les bénéficiaires d'un complément pension minimum qui bénéficient en même temps des périodes d'éducation suivant l'article 172 du Code des assurances sociales, permettra aux personnes les plus démunies, celles bénéficiant d'un complément de pension minimum, de profiter de la totalité du montant du forfait d'éducation.

### *Article 2*

La suppression de l'article 6 de l'article III, qui prévoit que le forfait d'éducation est à considérer comme revenu de remplacement en application de la législation sur le revenu minimum garanti, exclut la prise en compte du forfait d'éducation pour la détermination des ressources de la personne dépendant du revenu minimum garanti. Cette suppression permet aux personnes bénéficiaires du RMG de bénéficier d'une augmentation de leur revenu égal au montant du forfait d'éducation tel que fixé par la loi du 28 juin 2002.

### *Article 3*

Cet article permet de faire disparaître rétroactivement l'inéquité sociale créée par la loi du 28 juin 2002.



5185/01

**N° 5185<sup>1</sup>****CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

---

---

**PROPOSITION DE LOI**

ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
2. portant création d'un forfait d'éducation
3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

\* \* \*

**PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT**

(14.4.2004)

La proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension; 2. portant création d'un forfait d'éducation; 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, déposée le 15 juillet 2003 par le Député Aly Jaerling a pour objet de supprimer à l'endroit de la loi portant création d'un forfait d'éducation les dispositions de l'article 5 qui a pour objet d'éviter le cumul des périodes d'éducation d'enfants mis en compte pour le calcul du complément pension minimum avec le forfait d'éducation ainsi que l'article 6, d'après lequel le forfait d'éducation est pris en compte comme revenu de remplacement pour la détermination des ressources dans le cadre de la législation sur le revenu minimum garanti.

La proposition de loi ne fait que reprendre les amendements présentés dans le cadre de l'examen parlementaire du projet de loi, devenu entre-temps la loi du 28 juin 2002, et qui n'avaient pas été retenus par la commission parlementaire compétente, qui a constaté „qu'aussi bien intentionnée que cette proposition d'amendement puisse être, cette dernière serait à son tour constitutive d'effets non souhaités et de nouvelles anomalies enf्रेignant le principe d'équité sociale“. Les arguments de la commission restent toujours valables.

Le forfait d'éducation est accordé aux parents qui se sont consacrés à l'éducation d'enfants et qui ne peuvent bénéficier d'une mise en compte de cette période au niveau de leur pension. D'après la législation applicable en matière d'assurance pension les périodes d'éducation d'enfants sont considérées soit au titre des „baby years“, périodes d'assurance obligatoire, soit au titre des périodes prévues à l'article 172 du Code des assurances sociales, prises en compte pour parfaire certains stages, dont celui servant à la détermination de la pension minimum. Le législateur a articulé le dispositif de la loi de manière à ce que le forfait d'éducation n'intervienne que dans la mesure où les périodes d'éducation ne sont pas d'ores et déjà couvertes par la mise en compte de „baby years“ ou la prise en compte des périodes d'éducation d'enfants au titre de l'article 172 CAS.

En suivant l'auteur dans sa proposition de supprimer la disposition prévoyant que „le forfait d'éducation est diminué à raison de la part complément résultant de la mise en compte des périodes d'éducation prévues à l'article 172 CAS“ on aboutirait à des inégalités plus flagrantes.

A titre d'exemple on comparera la situation de deux femmes ayant élevé chacune deux enfants.

- La première ne bénéficie pas d'une mise en compte des périodes d'éducation au niveau de sa pension personnelle: elle obtiendra donc au titre du forfait d'éducation  $2 \times 80,76^1 = 161,52$  €/mois.
- La deuxième reçoit d'ores et déjà un complément pension minimum résultant de la mise en compte des périodes d'éducation de 252,57 €/mois<sup>2</sup>. En lui attribuant un montant supplémentaire de 161,52 €, comme le veut l'auteur de la proposition de loi, on ne ferait qu'accentuer le clivage.

En mélangeant le dispositif sur le forfait d'éducation avec des considérations sur le niveau des pensions minima et du revenu minimum garanti, l'auteur de la proposition fait abstraction du fait qu'en dehors des mesures spécifiques en faveur des femmes se consacrant à l'éducation de leurs enfants, la Table ronde sur les pensions „Rentendesck“ dont les conclusions ont abouti dans la loi du 28 juin 2002 a retenu une augmentation sensible tant du niveau des pensions minima personnelles et dérivées que du niveau du revenu minimum garanti, par le biais d'un relèvement du taux d'immunisation, sans qu'il n'ait été envisagé que ce relèvement devrait être cumulable avec les autres mesures.

Finalement il y a lieu de considérer que dans le contexte actuellement incertain du droit communautaire en ce qui concerne la prise en compte des périodes d'éducation par les différentes législations nationales, il paraît risqué de présenter le forfait d'éducation comme prestation autonome au lieu de la considérer comme subsidiaire aux mécanismes prévus dans le cadre de l'assurance pension.

Même si la Cour de justice des Communautés européennes a posé dans différents arrêts<sup>3</sup> certains points de repère en la matière, la voie n'est actuellement pas suffisamment balisée pour s'y aventurer, sans égard pour l'impact du droit communautaire, alors même que celui-ci mérite, compte tenu de l'importance du phénomène migratoire dans notre économie, la même considération que des considérations d'ordre national.

Compte tenu de ces observations le Gouvernement invite le législateur à ne pas réserver de suite favorable à la proposition de loi.

---

1 Montant ajusté et adapté à l'indice 620,75

2 cas réel

3 (11 juin 1998 Kuusijärvi, 23 novembre 2000 Elsen, 7 février 2002 Kauer)

5185/02

N° 5185<sup>2</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

**PROPOSITION DE LOI**

ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
2. portant création d'un forfait d'éducation
3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

\* \* \*

## SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009) .....	1
2) Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés.....	2

\*

**RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT**

(13.10.2009)

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer, qu'en date du 13 octobre 2009 les propositions de loi reprises sur la liste jointe en annexe ont été retirées du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

J'adresse copie de la présente à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Laurent MOSAR

\*

**LISTE DES PROPOSITIONS DE LOI A RETIRER DU ROLE  
DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

- 1) **3407** Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat  
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 31.5.1990
- 2) **3512** Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base électorale  
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 20.3.1991
- 3) **3577** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes  
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 3.12.1991
- 4) **3679** Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 12.10.1992
- 5) **3836** Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales  
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 7.9.1993
- 6) **3840** Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)  
Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.9.1993
- 7) **3878** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre  
Dépôt: **Monsieur Emile Calmes**, le 22.2.1994
- 8) **4169** Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds  
Dépôt: **Monsieur Lucien Lux**, le 11.6.1996
- 9) **4220** Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit  
Dépôt: **Monsieur Laurent Mosar**, le 16.10.1996
- 10) **4253** Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la „Fondation Janis Joplin“  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 11) **4254** Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 12) **4255** Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 10.12.1996
- 13) **4262** Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 8.1.1997
- 14) **4270** Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction  
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.1.1997
- 15) **4298** Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la „Minett“  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 29.4.1997

- 16) **4299** Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal  
Dépôt: **Madame Ferny Nicklaus-Faber**, le 30.4.1997
- 17) **4354** Proposition de loi portant subventionnement de la mise en oeuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 22.9.1997
- 18) **4355** Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques  
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 25.9.1997
- 19) **4360** Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 13.10.1997
- 20) **4401** Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales  
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 26.1.1998
- 21) **4434** Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution  
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 6.5.1998
- 22) **4550** Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel  
Dépôt: **Monsieur Willy Bourg**, le 15.3.1999
- 23) **4551** Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux  
Dépôt: **Monsieur François Biltgen**, le 16.3.1999
- 24) **4564** Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole  
Dépôt: **Monsieur Jos Scheuer**, le 28.4.1999
- 25) **4567** Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 29.4.1999
- 26) **4580** Proposition de loi – concernant l'application aux agents CFL de l'article 4,a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat – concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces  
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.5.1999
- 27) **4591** Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 4.11.1999
- 28) **4642** Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie  
Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 14.3.2000
- 29) **4647** Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail  
Dépôt: **Monsieur Jeannot Krecké, Monsieur Lucien Lux**, le 16.3.2000
- 30) **4680** Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 27.6.2000

- 31) **4693** Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié  
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 12.10.2000
- 32) **4711** Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés  
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 21.7.2000
- 33) **4745** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 21.12.2000
- 34) **4747** Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis  
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 4.1.2001
- 35) **4792** Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)  
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 2.5.2001
- 36) **4793** Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 2.5.2001
- 37) **4810** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise  
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 18.6.2001
- 38) **4823** Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 11.7.2001
- 39) **4854** Proposition de loi  
1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et  
2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la „Rocade de Bonnevoie“ à Luxembourg  
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 10.10.2001
- 40) **4864** Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière  
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 13.11.2001
- 41) **4865** Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique  
Dépôt: **Monsieur Marco Schank**, le 14.11.2001
- 42) **4873** Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant  
a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;  
b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;  
c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;  
d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail  
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 29.11.2001

- 43) **4888** Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel  
 Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 13.12.2001
- 44) **4974** Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé „Institut national de Santé Environnementale“  
 Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 18.6.2002
- 45) **4996** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire  
 Dépôt: **Monsieur Mars Di Bartolomeo**, le 17.7.2002
- 46) **5005** Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures  
 Dépôt: **Monsieur Gusty Graas**, le 8.8.2002
- 47) **5013** Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition  
 Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 19.8.2002
- 48) **5020** Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes  
 Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 28.8.2002
- 49) **5036** Proposition de loi  
 1. relative à la politique nationale de développement durable,  
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du développement durable“,  
 3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social  
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia, Monsieur Camille Gira**, le 15.10.2002
- 50) **5062** Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé  
 Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 3.12.2002
- 51) **5075** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite  
 Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 18.12.2002
- 52) **5086** Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988  
 Dépôt: **Monsieur Jean-Pierre Klein**, le 28.1.2003
- 53) **5093** Proposition de loi  
 1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,  
 2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du Tourisme“,  
 3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme  
 Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 30.1.2003
- 54) **5168** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement  
 Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 17.6.2003
- 55) **5172** Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales  
 Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 1.7.2003

- 56) **5185** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
  2. portant création d'un forfait d'éducation
  3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.7.2003
- 57) **5186** Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
- Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 23.7.2003
- 58) **5252** Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- Dépôt: **Madame Dagmar Reuter-Angelsberg**, le 27.11.2003
- 59) **5261** Proposition de loi instituant un service bancaire de base
- Dépôt: **Monsieur Claude Wiseler**, le 17.12.2003
- 60) **5283** Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu
- Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.1.2004
- 61) **5329** Proposition de loi sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.4.2004
- 62) **5333** Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche
- Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.4.2004
- 63) **5433** Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Félix Braz**, le 19.1.2005
- 64) **5450** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 11.3.2005
- 65) **5480** Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 31.5.2005
- 66) **5621** Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 18.10.2006
- 67) **5623** Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 24.10.2006
- 68) **5646** Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 5.12.2006
- 69) **5668** Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée
- Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 22.1.2007

- 70) **5682** Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 13.2.2007
- 71) **5701** Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse  
Dépôt: **Madame Lydie Err**, le 13.3.2007
- 72) **5703** Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 14.3.2007
- 73) **5747** Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat  
Dépôt: **Monsieur Henri Kox**, le 11.7.2007
- 74) **5776** Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat  
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 18.9.2007
- 75) **5783** Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 26.9.2007
- 76) **5793** Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 77) **5794** Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 78) **5875** Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements;

b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: **Monsieur Gast Gibéryen**, le 22.4.2008

- 79) **5946** Proposition de loi portant
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
  - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière
- Dépôt: **Monsieur Michel Wolter**, le 23.10.2008
- 80) **5960** Proposition de loi portant
- modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur
  - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire
- Dépôt: **Monsieur Claude Adam**, le 26.11.2008
- 81) **5971** Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances Sociales  
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 9.12.2008
- 82) **6016** Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés – à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)
- Dépôt: **Monsieur Roger Negri**, le 18.3.2009
- 83) **6036** Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004  
Dépôt: **Monsieur Alexandre Krieps**, le 29.4.2009
- 84) **6041** Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 7.5.2009
- 85) **6042** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 12.5.2009
- 86) **6044** Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle  
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 13.5.2009